

Philippe BRANDT quitte la présidence de la SIM après un mandat de huit ans

Article L'Alsace 13 janvier 1973 - interview de Roland Fischer



Son message d'adieu : clarté et continuité

L'idée nous en vient pendant notre entretien avec M. Philippe Brandt. Jamais auparavant, dans les différentes occasions où nous avons été reçus par le président de la Société industrielle de Mulhouse, nous n'y avons prêté attention. Mais le fait est, que le premier responsable de la compagnie ne dispose pas, à proprement parler, d'un bureau. Sa table de travail est installée dans un coin de la salle du conseil, comme si les fauteuils vides autour du tapis cramoisi devaient lui rappeler sans cesse qu'il est certes le porte-parole d'une volonté commune, mais aussi homme d'une équipe et le premier interprète de décisions mûries dans le dialogue.

- Pensiez-vous, en acceptant cette charge, rester à la tête de la Société industrielle aussi longtemps, c'est-à-dire huit ans ?

- Non, car nos statuts ont prévu la relève tous les deux ans. Ils comportent également une clause qui soumet le renouvellement du mandat présidentiel à l'appréciation de l'assemblée générale. C'est cela qui m'a valu de conserver la charge plus longtemps que je ne l'aurais voulu, faute de candidats disponibles, chaque fois que j'envisageais de me retirer. Car il s'agit, dans cette présidence, d'une 'activité bénévole qu'il faut exercer pratiquement à plein temps... S'y adonner à fond. Oui, mais il ne s'agit pas de l'exercer à plein temps. Il faut seulement pouvoir disposer de suffisamment de temps.

Un programme d'intentions

M. Philippe Brandt évoque le programme d'intentions avec lequel il avait répondu au discours d'accueil de M. Jean Dollfus lors de son élection en novembre 1964 :

Une grande partie de ce que je voulais faire a été réalisée. (il fait allusion aux différentes actions menées par la société industrielle, souvent avec d'autres dans des domaines aussi variés que la décentralisation universitaire, les relations interprofessionnelles et les contacts Inter-régionaux)

- Vous apportiez une expérience à la fois universitaire et industrielle. Homme de formation scientifique, vous avez voulu introduire, on vous l'accorde volontiers, plus de clarté dans les rapports de la Société industrielle avec les milieux extérieurs.

Je voulais modifier son renom, montrer qu'il s'agissait d'un milieu ouvert sur la réalité et non d'un milieu sclérosé comme beaucoup auraient voulu le faire croire.

- Sans renier l'histoire pour autant...

Certainement pas, mais en faisant admettre que le grand dynamisme, dont notre compagnie avait fait preuve dans son passé devait se traduire en 1964 par une action efficace et adaptée. La Société industrielle était aussi, grâce à ses comités techniques, ce que l'on appelait alors une « société savante ». Aujourd'hui, les comités ont disparu, elle n'est plus cette société savante. D'ailleurs, je n'aime pas ce terme.

- Il en est un autre que vous récuseriez probablement ?

Lequel ?

- *Celui de cercle !*

Un mouvement d'incitation

Bien sûr. Autrefois comme aujourd'hui, nos comités sont loin d'agir dans cet état d'esprit. Il y a eu des grandes périodes scientifiques et sociales, avec l'essor de la chimie et l'amélioration des conditions de travail, culturelles, avec la défense des valeurs françaises après 1870, économiques avec des propositions d'un grand intérêt pour la région et qu'il est inutile d'énumérer dans cette conversation. Mais en ce temps présent, il était sans doute inutile que la Société industrielle conserve son comité de chimie, autrefois animé par d'authentiques savants comme Camille Koechlin ou Albert Scheurer ; ou bien son Comité de la mécanique, fort utile dans l'essor du machinisme, dès lors que les recherches avaient quitté en grande partie les usines.

Les choses évoluent, mais ce qui demeure, c'est le rôle d'incitation que la Société industrielle peut et veut remplir.

- *Vous faites allusion à l'Université ?*

- Oui, et à la Régio, qui cherche à assurer la collaboration nécessaire avec Bâle. Mais sur d'autres bases que nos voisins avaient imaginé. Tout d'abord, vous savez que cette démarche a abouti à la conférence tripartite. Bien des réticences ont été surmontées, et aujourd'hui, tout le monde s'accorde sur la nécessité de rechercher et de discuter des points d'intérêt commun.

Une ouverture sur le monde

- *Bâle, un problème que vous connaissez bien.*

Ancien élève des collèges de Mulhouse et de Genève, diplômé de l'Ecole supérieure de chimie de Mulhouse, assistant du professeur Battegay, Philippe Brandt présente ses thèses de doctorat à Strasbourg en 1922 (dont une sur les isotopes, à une époque où la chimie nucléaire en est encore à ses débuts). Il hésite entre une carrière universitaire ou la recherche dans l'industrie. Il choisit, par nécessité, la seconde solution, et se voit après quelques années passées à Thann, offrir une situation de choix à Bâle, poste qui lui permettra notamment de connaître à peu près tous les continents. Il nous dit :

- *C'est l'une des principales leçons que j'ai tirées de ma vie active : cette ouverture d'esprit que procure le contact avec l'étranger.*

En 1964, lors de sa première élection, Philippe Brandt disait « au sein de cette Europe dans laquelle la France est appelée à jouer un rôle considérable, notre Régio cessant d'être une région frontière avec tous les inconvénients que cela comprend, se place au cœur du nouvel ensemble et est ouverte sur le Rhin, qui deviendra l'axe le plus important du continent (...) Si nous le voulons, nous pouvons aider à la Création, ici, d'un des centres de gravité qui ne manqueront pas de se former dans l'Europe de demain.

- *Vos amis, j'y reviens, vous accordent un intérêt marqué pour l'histoire. Vos propos sont-ils, à proprement parler, ceux d'un...historien ?*

- Oui et non. Oui, quand il s'agit de remonter aux sources et d'interpréter les termes comme il le faut aujourd'hui, ainsi d'admettre que la Société industrielle est la société des industriels et qu'elle est donc destinée à leur rendre service, d'où l'idée d'en faire le « conseil des industries ».

- *Idée qui a abouti à la fondation de l'association interprofessionnelle de la Région mulhousienne, l'APIREM.*

- Et au-delà de l'union patronale du Haut-Rhin puis de l'Union patronale d'Alsace.

- Ce qui est un autre élément de votre bilan, avec une patiente action sur le plan universitaire, la création de de nouveaux comités, celui des sciences et de la nature, celui de la lutte contre la pollution qui en est encore à ses débuts, les projets, par exemple l'institut internationale des transports. Vous avez, Monsieur le président, beaucoup de persévérance à préciser les différentes fonctions de la Société industrielle. Quelles seraient, selon vous, la caractéristique à laquelle celle-ci répond toujours ?

- La continuité dans le service des intérêts généraux de la région.



Une réunion à la SIM en 1967, présidée par Philippe Brandt, avec à sa gauche, respectivement MM. Dollfus, André et Philippe Mieg, Donnet, Arnold, Jaquet, Wahl, Spengler, Zuber